

# J'Y VOIS CLAIR

Faut-il craindre

le pire

au Burundi ?

COLETTE BRAECKMAN

**Le président Pierre Nkurunziza a été réélu pour un troisième mandat. L'opposition crie au hold-up constitutionnel. La crise politique est profonde, inextricable, et la communauté internationale, inquiète, redoute qu'elle débouche sur un scénario de guerre civile.**

**Pourquoi est-il aussi dangereux de remettre en cause les accords d'Arusha ?** Conclues en 2000 sous le patronage de Nelson Mandela, les accords d'Arusha consacrent le principe de l'équilibre ethnique au sein des institutions et des forces de sécurité, l'armée et la police. Cet équilibre dépassé la simple arithmétique (85 % de Hutus, 15 % de Tutsis) et accorde aux Tutsis une représentation supérieure à leur poids réel. Ces accords ont rassuré les Burundais : les Hutus ont été intégrés au sein de l'armée, les Tutsis, représentés au sein de tous les partis politiques, ont participé au pouvoir.

**Le Burundi de 2015 pourrait-il suivre la voie du Rwanda en 1994 et devenir le théâtre d'un nouveau génocide ?** Difficilement : la presse extrémiste, style Kangura ou Radio des Mille Collines, n'existe pas, la chaîne de commandement, y compris au sein du parti au pouvoir, est divisée. Les affrontements actuels reposent sur des causes politiques - l'opposition à un troisième mandat présidentiel - et non ethniques.

**Pourquoi les durs du régime veulent-ils revenir sur les accords d'Arusha ?** Leur logique

est celle de vainqueurs militaires : ils estiment que les concessions des années 2000 étaient transitoires, que la règle de la majorité ethnique doit leur garantir l'accès au pouvoir et aux ressources qui

**Les affrontements reposent sur des causes politiques et non ethniques**

y sont liées, que les Hutus, victimes en 1972 de massacres à grande échelle, ne sont pas arrivés au bout de leur revanche. S'il se confirme, le recours aux arguments ethniques (miser sur la solidarité des Hutus) apparaîtra comme une fuite en avant. Mais cette utilisation de la « dernière carte » peut s'avérer dangereuse : les craintes des Tutsis s'en trouveront renforcées et la perspective d'affrontements ethniques ne laissera pas le Rwanda indifférent.

**Insurrection armée et guerre civile sont-elles inévitables ?**

Les protestations contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza et plus largement contre la remise en cause des accords d'Arusha se transforment peu à peu en insurrection armée, les désertions au sein de l'armée se multiplient, les armes circulent.

L'assassinat, le 2 août, du général Adolphe Nshirimimana, l'homme fort de la sécurité, a démontré que tout était possible, y compris une opération « chirurgicale » qui décapiterait le sommet de l'Etat. C'est ce que redoute le parti au pouvoir CNDD, qui dénonce l'élimination ciblée de ses responsables tandis que le président s'efforce de tenir des propos apaisants afin de dissuader ses troupes de recourir à la vengeance.